



Réponse d'InfraNum à la consultation publique de l'ARCEP



Consultation publique sur les conditions économiques de
l'accès aux infrastructures de génie civil d'Orange

21 juillet 2023

La fédération InfraNum, fondée en 2012 pour structurer la filière industrielle et contribuer au développement des infrastructures numériques, regroupe aujourd'hui 230 membres et accompagne la transformation numérique des territoires. Forte de son expérience et de sa représentativité au sein de la filière des infrastructures numériques, InfraNum est le porte-parole des activités de ses membres représentant l'ensemble de l'écosystème : opérateurs commerciaux et d'infrastructures fixe et mobile, constructeurs, intégrateurs, équipementiers, bureaux d'études et les centres de formation. Elle porte auprès des pouvoirs publics les positions communes préalablement établies au sein de commissions thématiques et validées par son conseil d'administration.

Dans le cadre de la réponse à la consultation « Conditions économiques de l'accès aux infrastructures de génie civil d'Orange : modification de la décision n° 2017-1488 », InfraNum a mobilisé les membres de sa commission régulation-réglementation.

Dans sa réponse, InfraNum souhaite ainsi réagir globalement au document soumis à consultation, en apportant des remarques complémentaires.

La fédération InfraNum a souhaité accompagner la réponse à consultation d'une lettre à l'attention de Laure de La Raudière, Présidente de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse.

Les enjeux relatifs à la construction et à l'utilisation du génie civil dans le déploiement et le raccordement de la fibre optique font l'objet d'interrogations à l'horizon de la nouvelle analyse de marché. Dans la présente consultation publique, l'Arcep propose de revoir les tarifs de l'accès au génie civil d'Orange en apportant des modifications à la méthode d'allocation des coûts du génie civil entre cuivre et fibre en vigueur depuis 2017. Le régulateur préconise de modifier l'année de référence utilisée pour déterminer la clé d'allocation et d'utiliser, pour l'établissement des tarifs de l'année n , à compter du 1er mars 2024, le nombre d'accès actifs estimés à la mi-année n et non plus constatés au 31 décembre de l'année $n-2$. Cette évolution induit de nombreux changements concernant la conjoncture économique et la pertinence des modèles développés depuis six ans par les opérateurs d'infrastructure. A cet effet, InfraNum souhaite souligner plusieurs motifs de questionnement de l'évolution proposée.

1. Assurer une décision garantissant une évolution des conditions économiques d'accès au génie-civil prévisible et soutenable à court terme

Pour accompagner l'évolution de la méthode d'allocation des coûts de génie civil d'Orange entre le cuivre et la fibre, InfraNum demande à l'Arcep d'assurer les conditions nécessaires à la sécurité des acteurs et à la stabilité du marché.

InfraNum s'étonne de l'approche retenue par l'Arcep dans le document soumis à consultation, suite notamment aux réponses reçues par l'Autorité dans le cadre de la mise en consultation publique de son projet de décision d'analyse de marché du 7ème cycle relative à la fourniture de gros de l'accès

au génie civil. InfraNum rappelle que l'évolution de la décision n° 2017-1488 représente, pour nombre d'acteurs de la filière, une transformation importante des modèles de coûts alors que le document mis à disposition ne motive pas une telle augmentation.

Le caractère rapide, soudain et imprévisible de la hausse des tarifs telle qu'envisagée par l'Arcep est de nature à créer un choc pour les opérateurs d'infrastructure, menaçant les investissements dans les RIP et dans les projets de connectivité soutenant le déploiement de la 5G. Malgré un contexte général d'avancée des déploiements en fibre optique, cette mesure conduit à une augmentation significative des risques portés par les opérateurs, notamment compte tenu du différentiel existant entre zone arrière et nombre de clients actifs, alors même que les engagements en termes de déploiements ont été respectés.

InfraNum note que l'augmentation des coûts varie de 60 à 80% selon les opérateurs, par rapport à 2023 dès le second trimestre 2024. L'absence de prévisibilité ne permet pas aux opérateurs d'infrastructure de supporter cette augmentation à court terme. InfraNum demande à l'Arcep d'envisager une approche plus proportionnée avec une hausse des tarifs progressive, lissée sur plusieurs années de manière à être assimilable par les opérateurs.

InfraNum demande également à l'Autorité, de mettre à disposition des opérateurs des informations complémentaires pour permettre aux opérateurs de mieux anticiper les évolutions de coûts en leur permettant de modifier les données d'entrée du modèle de 2017 et d'ajuster les prévisions.

Les chroniques prévisionnelles en « base 100 » des coûts annuels du génie civil de boucle locale d'Orange étant insuffisantes, une meilleure prévisibilité pourrait être assurée par la transmission d'informations concernant les paramètres de justification de l'évolution du modèle. La publication de tarifs indicatifs prévisionnels par l'Autorité serait également souhaitable.

2. Répondre à la nécessaire sécurisation de la répercussion de la hausse des coûts de construction

InfraNum appelle le régulateur à prendre en compte l'hétérogénéité des clauses et des contrats qui existent à ce jour dans l'exploitation des RIP, ne permettant pas à tous les opérateurs d'infrastructures de supporter les coûts supplémentaires induits par l'évolution de l'accès aux infrastructures de génie civil d'Orange. Il est donc demandé à l'Arcep de définir les conditions permettant d'assurer une répercussion intégrale de l'augmentation des coûts d'accès à tous les opérateurs commerciaux, définissant un modèle de tarification propre.

Cette répercussion permettra d'assurer un recouvrement de l'augmentation des coûts des opérateurs d'infrastructure, dans un contexte où la part de construction de génie civil par ces derniers est en nette hausse.